

Motion droits et libertés

Contre les répressions et pour un accueil digne des migrants

Un an après le démantèlement de la « jungle », la situation ne s'est en rien améliorée à Calais. De nouveau, plusieurs centaines de migrants, qui cherchent à passer en Grande-Bretagne, survivent dans le dénuement le plus total. Il n'y a plus de repères ni de points d'accueil pour les nouveaux arrivants. Les associations tentent de subvenir aux besoins des migrants en distribuant repas, vêtements et tentes mais leur tâche est rendue plus difficile encore en raison de la répression systématisée mise en place par le gouvernement et relayée avec zèle à la fois par la préfecture et par la municipalité de Calais. Les tensions qui s'expriment au sein des groupes de réfugiés, parfois avec violence, témoignent du grand désespoir qui y règne. La politique menée par le gouvernement Macron est encore plus réactionnaire et répressive que celle du gouvernement précédent. Les violences policières, la destruction des abris de migrants et le traitement réservé aux mineurs isolés (non prise en charge de dizaines de mineurs, pressions sur ceux pris en charge) sont la démonstration que la seule réponse du gouvernement face à cette situation sera la politique de la matraque, des barbelés et des expulsions. Le projet de loi sur l'immigration visant à organiser le « tri » des migrants marque un recul profond.

Les États français et britannique dépensent des millions pour organiser la chasse aux migrants, les empêcher de rejoindre la Grande-Bretagne et murer les points de transit qui sont des endroits clés des échanges commerciaux entre l'Europe et la Grande-Bretagne (port de Calais, tunnel sous la Manche, rocade autoroutière). La ville de Calais s'est couverte de grillages et de barbelés, les aires de repos des autoroutes sont barricadées dans un rayon de 80 km, ce qui donne une impression d'état de siège. Ces millions pourraient être utilisés pour accueillir et prendre en charge, dans des conditions dignes, ces femmes et ces hommes qui fuient la misère, la guerre ou les persécutions pour des raisons politiques, religieuses, ethniques ou encore de préférence sexuelle.

Pour le SNES-FSU il faut imposer, par des mobilisations syndicales, politiques et citoyennes, le droit des personnes à circuler et à s'installer librement.